



Préfecture
Secrétariat Général
Direction des libertés publiques et des collectivités locales
Bureau du droit de l'environnement
n° 2015 098 - 0012

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
à l'encontre de la société Auch Energies Vertes
exploitant une unité de méthanisation
ZA de Lamothe - Auch**

**Le Préfet du Gers,
Chevalier de la légion d'honneur**

Vu le code de l'environnement en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 512-7, L. 512-8 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement

Vu l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011 autorisant la société BIOGAZ du Grand Auch à exploiter une unité de méthanisation ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 15 avril 2014 délivrant à Auch Energies Vertes récépissé de sa déclaration de changement d'exploitant pour l'installation de méthanisation de déchets non dangereux et de combustion situé ZA de Lamothe à Auch,

Vu les visites d'inspection effectuées les 06 et 09 mars 2015 sur le stockage temporaire de digestats avant épandage situé parcelle AC32 au lieu-dit A Engaston sur le territoire de la commune de Pessan,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 mars 2015, dont une copie a été transmise à l'exploitant par courrier du 12 mars 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que les constats réalisés au cours des inspections des 06 et 09 mars 2015, mettent en évidence le non-respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011, notamment :

- le dépôt temporaire de déchets à épandre (digestats) est situé sur une parcelle ne figurant pas dans le plan d'épandage,
- aucune précaution n'a été prise pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines.

Considérant que ces constats constituent un manquement au regard des dispositions de l'article 9.2.2.5 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011 ;

Considérant que les constats de ces non conformités sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en terme de pollution des eaux et des sols ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.

171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Auch Energies Vertes de respecter les prescriptions de l'article 9.2.2.5 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011 susvisé afin de garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'a pas formulé d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis le 23 mars 2015, dans le délai de 10 jours qui lui était imparti ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gers,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La société Auch Energies Vertes est mise en demeure, conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, **sous un délai de 8 jours**, de respecter, les prescriptions techniques de l'article 9.2.2.5 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011 en évacuant le stockage temporaire de digestats et les écoulements résiduels situés parcelles AC31 et AC32 de la commune de Pessan vers la plateforme de stockage de digestats du site Auch Energies Vertes d'Auch Lamothe ou vers une parcelle du plan d'épandage dans des conditions de stockage temporaire conformes aux prescriptions figurant dans l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce mêmes article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de PAU, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

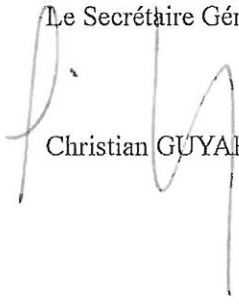
- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur l'inspecteur des installations classées de la DREAL sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à Messieurs les Maires d'Auch et de Pessan.

Fait à Auch, le 08 AVR 2015

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Christian GUYARD